

Action

Agroécologie

Agroécologie et restauration des paysages de forêt tropicale humide

Restauration des paysages forestiers de Fandriana-Marolambo (Madagascar)

Projet

WWF

Accompagnement des populations locales dans leurs efforts de restauration des biens et des services forestiers du paysage de Fandriana-Marolambo (Est de Madagascar).

Coût et financement

Budget global de 711 000 pour la période 2006-2008

répartis entre 3 bailleurs, ministère français des Affaires étrangères, Fondation Ensemble, WWF.

Objectif

• Accompagner les communautés locales des communes de Fandriana-Marolambo dans la préservation et la restauration de la biodiversité de la forêt et des services associés, par des actions de concertation, de planification, de reboisement et de développement d'activités socio-économiques plus respectueuses de la forêt.

Zone d'intervention

• Madagascar

forêts humides de l'Est, Communes de Fandriana-Marolambo, superficie concernée : 200 000 ha. Zone pilote d'intervention de 70 000 ha sur un couloir forestier extrêmement fragile. 11 communes concernées dont 3 en zone pilote (Miarinavatra, Betsimisoetra et Ambodionoka).



Paroles

« Anantsinahy va aho ka atao ambony vary ? »

« Suis-je une herbe potagère pour que vous me mettiez sur le riz ? »

(Au moment de servir les repas, on remplit les assiettes de riz, puis on met les herbes (légumes) et la viande (quand il y en a) par-dessus). S'emploie par quelqu'un qui n'est pas traité avec beaucoup de considération.

Mots-clés

Forêt, foresterie, biens et services, agroécologie, érosion, biodiversité, amélioration des techniques agricoles, concertation, planification, transfert

Agroécologie **Agroécologie et restauration des paysages de forêt tropicale humide**

Projet **WWF**

Zone d'intervention **Madagascar**



1 • Problématique de la zone

Près de 90 % de la surface forestière de la côte est de Madagascar a aujourd'hui disparu : il subsiste encore une bande de quelques dizaines de kilomètres de large s'étalant du Sud vers le Nord. La zone de Fandriana-Marolambo est un lieu fragile, d'importance majeure pour la pérennité de l'écosystème. Les principales pressions anthropiques qui s'y exercent sont la culture sur brûlis non maîtrisée et les feux de brousse ; elles sont à l'origine de l'érosion continue et progressive de la forêt, de sa biodiversité et, en conséquence, de la perte de leurs fonctions, comme le maintien des sols et de leur fertilité, le maintien en qualité et quantité des ressources en eau et les apports alimentaires pour les populations locales. C'est pourquoi les habitants doivent trouver le meilleur compromis d'utilisation de l'espace et des ressources naturelles en restaurant la forêt dont elles dépendent étroitement et en améliorant les techniques agricoles.

2 • Acteurs, partenaires techniques et financiers

Structures et groupes des villages de la zone pilote : 10 associations villageoises paysannes pour la mise en œuvre des activités de reboisement, d'autres activités agricoles et de techniques améliorées.

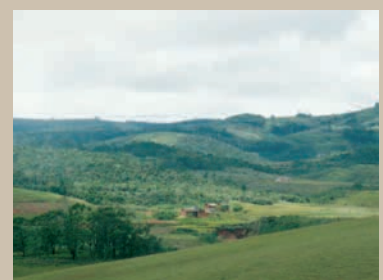
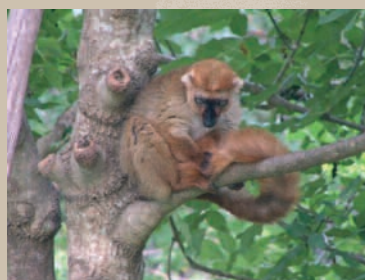
Une ONG locale assure, avec le WWF, l'encadrement et la formation des membres des associations villageoises.

Ce noyau d'acteurs est soutenu par les communes pilotes de la zone et des sous-préfectures de Fandriana, Marolambo et Antanifotsy, pour assurer la cohérence entre les activités du projet et les plans de développement communaux ou régionaux.

Le Service des eaux et forêts de Madagascar apporte un appui technique, veille à l'application de la législation, assure le suivi et l'évaluation du transfert de gestion.

Deux organismes scientifiques et universitaires nationaux interviennent dans les domaines de la gestion forestière et de l'agriculture, l'Ecole Supérieure Scientifique des Sciences Agronomiques et l'Organisme de recherche malgache sur l'agriculture (FOFIFA)

Autres partenaires : Association nationale pour la gestion des aires protégées de Madagascar (ANGAP), trois organisations internationales de conservation intervenant sur les problématiques de restauration forestière à Madagascar, La Wildlife Conservation Society (WCS), Conservation International (CI) et le Missouri Botanical Garden (MBG).



Objectifs spécifiques	Activités : techniques et méthodes	Résultats
1. Identification des objectifs de restauration de l'intégrité écologique du paysage	Concertation locale et approche participative Collecte de données	• Objectifs de protection et de conservation du paysage définis et validés
2. Identification participative des objectifs socio-économiques pour améliorer les conditions de vie des populations compatibles avec l'environnement	Concertation locale et approche participative Analyse socio-économique	• Objectifs socio-économiques pour le paysage définis et validés Scénarios-modèles socio-économiques pour le paysage définis et validés
3. Elaboration par les populations d'un plan d'action pour le paysage	Concertation locale et approche participative	• Plan d'action d'aménagement du paysage élaboré par les populations et adopté par les autorités locales, Amélioration des droits de gestion et responsabilités locales
4. Développement des mesures de restauration active et passive dans la zone pilote -	Création de pépinières Collecte et transplantation de sauvageons Mise en terre des plants produits Mise en place de pare-feu Protection de zones à restaurer	• Au moins 10 pépinières créées 1 million de jeunes plants produits et mis en terre Surface plantée Surface sous restauration passive
5. Adoption, maîtrise et développement par la population de solutions à la destruction des ressources forestières	Vulgarisation de l'arboriculture Création de jardins fruitiers Amélioration des cultures de rente Vulgarisation des techniques d'amélioration des rendements de la riziculture Technique de compostage Achats et plantation de semences	• Variétés de pommiers & d'agrumes vulgarisées Mises en place méthode des jardins Techniques de rajeunissement des caféiers, 50 associations paysannes adoptent les techniques SRI/SRA Adoption du compostage dans 5 communes
6. Renforcement des acteurs locaux et nationaux pour entreprendre, mesurer, évaluer et tirer des leçons des activités des initiatives de restauration des paysages forestiers	Formation Tests des mesures en agroforesterie Tests, mesures des traitements sylvicoles Transfert de gestion Réajustement des mesures et échanges d'expérience	• Identification d'options de sylviculture les plus appropriées Acteurs formés en techniques de restauration forestière 10 actions pilotes en agroforesterie lancées pas clair 1 site pilote d'étude mise en place pour transfert d'expériences
7. Soutien des décideurs nationaux pour le transfert de l'approche et de la méthode du projet à d'autres zones du pays	Sensibilisation des décideurs et des opérateurs de la restauration forestière paysagère Développer une campagne d'information sur la restauration Identification de mécanismes financiers Engagement d'autres bailleurs de fonds Développement d'un réseau d'experts	• Référence de la restauration forestière paysagère dans au moins 1 programme national Les plans communautaires ont intégré la restauration forestière paysagère Réflexion sur les mécanismes financiers pour démultiplier les expériences pilotes aboutie Conditions de transfert des expériences-pilotes mises en place

3 • Capitalisation

Gouvernance locale

Renforcement de la responsabilité et du rôle des associations villageoises, devenant l'interlocuteur clé dans le cadre du projet. Au-delà de son intégration dans les plans communaux de développement, la vision du paysage sera précisée dans les accords traditionnels (dina) au niveau de chaque terroir villageois appartenant au paysage.

Compétences des populations

Renforcement des compétences propres des populations locales dans leur capacité à conduire et intensifier les activités de gestion durable des ressources forestières. Le transfert des compétences sera assuré par un programme de formation basé sur une analyse des besoins. Les sujets techniques devraient concerner la régénération naturelle de la forêt et la propagation des espèces importantes, les activités favorables à l'environnement génératrices de revenus, la planification et la gestion des caisses communautaires, l'agroforesterie.

Appui aux associations villageoises

Cet appui sera continu et placé sous la responsabilité du socio-organisateur. Un accent sera mis sur l'organisation et la planification, le développement durable et la recherche de micro-financements.

3 • Capitalisation (suite)

Un fonds d'entretien pour la forêt sera établi au niveau de chaque association villageoise pour couvrir les coûts récurrents des activités de la restauration paysagère.

Plan de pérennisation pour la restauration paysagère forestière

Ce plan sera élaboré et mis en œuvre en 2007. Il prévoit les moyens pour continuer les activités du projet à long terme. La responsabilité sera progressivement transférée aux villageois, aux responsables des communes et au Service des eaux et forêts. En parallèle, une étude sur des mécanismes financiers et économiques sera faite pour déterminer des options à long terme qui permettront la démultiplication sur la côte est de Madagascar des expériences de restauration paysagère forestière.

Responsabilité et efficacité

A chaque stade du projet et de la mise en œuvre des activités, les populations locales bénéficiaires sont responsables des résultats obtenus, qu'ils soient relatifs à la planification et à la définition d'une vision d'aménagement de leur territoire, à l'utilisation de pratiques agricoles diversifiées, à la réalisation d'activités de restauration, de création de pépinières... Ces populations sont fortement engagées dans la démarche de restauration paysagère forestière, seul gage de pérennité à moyen et long terme des résultats du projet. A partir de l'intervention réussie du projet dans le site pilote, l'expérience sera démultipliée et étendue en 2008 à l'ensemble du paysage de Fandriana-Marolambo.

Le pilotage du projet au niveau national par le Groupe national sur la restauration paysagère Forestière doit permettre de décider en 2008 d'étendre l'expérience de Fandriana-Marolambo à 2 autres paysages des forêts humides de l'Est de Madagascar parmi les 5 paysages prioritaires initialement identifiés.

Limites et risques

1. Risques naturels (cyclones, inondations, feux de forêts d'origine naturelle en particulier) : la prévision du phénomène comme celle de ses impacts sur le projet sont difficiles à mesurer et des mesures correctives ne peuvent être envisagées
2. Absence de sensibilisation des principaux bénéficiaires directs (familles des communes du paysage) et indirects (décideurs de ces communes) à l'importance de la préservation de leurs ressources naturelles et de la restauration forestière, conduisant les acteurs locaux à ne pas modifier leur comportement
3. Les pratiques remplaçant l'agriculture traditionnelle sur brûlis et leurs diversifications ont des rendements économiques insuffisants pour les familles bénéficiaires, qui refusent le changement. Les expériences pilotes actuelles très localisées comme l'arboriculture, pisciculture, apiculture, démontrent plutôt l'intérêt croissant des populations locales pour ce changement dont les bénéfices directs économiques sont plus élevés que ceux des modes de culture traditionnels
4. Les conditions de gouvernance locale et nationale pouvant gêner le transfert de responsabilité du terroir aux familles dépendant directement de la terre. En fait, les bonnes conditions sont réunies pour permettre l'appropriation des mesures essentielles de préservation et de restauration de la forêt d'une part et de réduction de la pauvreté.

Nom de la structure WWF-France et WWF-Madagascar/Océan Indien

Statut de l'organisation Association loi 1901



Objectifs de la structure pour la Lutte Contre la Désertification

- préserver, restaurer le cas échéant et gérer durablement les ressources naturelles biologiques renouvelables ainsi que les services rendus associés,
- soutenir les populations locales dans l'adoption de mesures et de techniques d'utilisation des ressources naturelles plus durable tout en leur permettant de maintenir ou accroître leur niveau de vie,
- échanger et diffuser les leçons apprises des expériences réalisées et favoriser la démultiplication des méthodes et des outils adaptés au contexte local et national,
- animer et participer à des réseaux thématiques.

Contacts • France

Arnaud Collin, Responsable International
WWF-France - 1, Carrefour de Longchamp
75016 Paris - France
Tel : +33 (0)1 55 25 84 12
Email : acollin@wwf.fr
Site web : <http://www.wwf.fr>

• Madagascar

Gérard Rambeloarisoa WWF -
Madagascar/Océan Indien
Lot Pres II M 85 TER Antsakaviro -
Antananarivo 101 - Madagascar
Tel : +00 261 22 34 885
Email : Grambeloarisoa@wwf.mg
Site web : <http://www.panda.org>